

Histoire et Philatélie

Le Pakistan

&

Le Bangladesh



Pakistan



Bangladesh

Introduction

1) Le Pakistan

Le Pakistan est un pays d'Asie centrale. Il est entouré à l'ouest par l'Iran et l'Afghanistan, au nord par la Chine et à l'est par l'Inde. Au sud, il touche à la mer d'Arabie, avec la ville portuaire de Karachi, qui est l'ancienne capitale. Le pays est né le 14 août 1947 de la partition de l'Inde anglaise et comportait initialement deux parties, le Pakistan occidental et le Pakistan oriental, situés de chaque côté de l'Inde. Le Pakistan oriental a déclaré en 1971 son indépendance, sous le nom de Bangladesh.

Le Pakistan est actuellement une République islamique, avec Islamabad comme nouvelle capitale depuis 1967. La superficie du Pakistan est d'environ 882 000 km² et le pays compte environ 234 millions d'habitants, ce qui le classe cinquième parmi les pays les plus peuplés du monde. La langue officielle est l'urdu.



Carte du Pakistan (extrait de geology.com)

2) Le Bangladesh

Le Bangladesh est un pays d'Asie centrale. Au sud, il touche au golfe du Bengale, où aboutit le delta du Gange, et, à part une courte frontière au sud-est avec le Myanmar, il est complètement enclavé dans l'Inde. Le pays faisait initialement partie du Pakistan, dont il constituait la partie orientale. Il s'est séparé du Pakistan en 1971, après une terrible guerre civile, et s'est déclaré indépendant sous le nom de Bangladesh.

Le Bangladesh est actuellement une République, avec Dhaka comme capitale. La superficie du Bangladesh est d'environ 147 500 km² et le pays compte environ 163 millions d'habitants. La langue officielle est le bengali.



Carte du Bangladesh (extrait de geology.com)

I. De la prise de conscience à l'indépendance (1857-1947)

Jusqu'en 1857, l'histoire des territoires qui forment actuellement le Pakistan et le Bangladesh se confond entièrement avec celle de l'Inde. Il est donc inutile d'en faire un chapitre à part.



1957, n°s 90/91

100^e anniversaire du début de l'évolution vers l'indépendance du Pakistan

Jusqu'en 1857, la Compagnie des Indes orientales dirigeait cet immense territoire. Elle avait cependant été obligée de céder progressivement ses prérogatives à la couronne britannique, et finalement ne disposait plus que du monopole du commerce. La Compagnie était en 1857 déjà en plein déclin, et c'est la révolte des cipayes en 1857 qui a mis fin à son existence.

Les cipayes sont les soldats hindous et musulmans qui servaient dans l'armée britannique en Inde. Ils avaient déjà de nombreuses raisons de mécontentement, suite à la façon dont ils étaient traités par les autorités britanniques. C'est cependant un élément religieux - presque un détail mineur - qui mit le feu aux poudres : les cartouches étaient lubrifiées avec de la graisse d'origine animale, que les cipayes considéraient comme impure. Or, ils devaient déchirer les cartouches avec les dents pour mettre la poudre dans le fusil avant d'y introduire la balle.



Inde, 2007, bloc 43

150^e anniversaire de la première guerre d'indépendance (la révolte des cipayes)



Inde, 1957, n°s 84/85

100^e anniversaire de la première guerre d'indépendance (la révolte des cipayes)

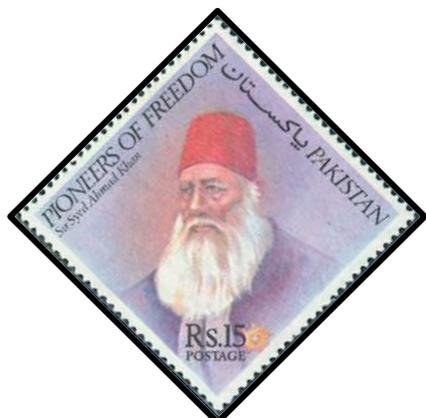
Leur rébellion entraîna une révolte populaire dans le nord et le centre de l'Inde, dirigée contre la présence des Européens. Pour les Européens, c'est la "révolte des cipayes", pour les Indiens, c'est la "première guerre d'indépendance". Il fallut une longue et difficile campagne militaire de la part de l'armée britannique pour en venir à bout, en 1858.

L'Angleterre décide alors de liquider la Compagnie des Indes orientales et de prendre elle-même en main le gouvernement de l'Inde. C'est le début du *Raj britannique*, qui va durer jusqu'en 1947. Toutes les décisions importantes sont depuis 1858 prises à Londres, par l'*India Office*, dirigé par le *Secretary of State for India* (l'équivalent de ministre), assisté par le *Council of India*.

Sur place, Londres délègue ses pouvoirs pour les affaires purement intérieures à un vice-roi. L'Inde est composée de deux types de territoires : la *British India*, organisée en provinces, et les innombrables États princiers, qui existaient déjà sous la compagnie des Indes orientales, et qui jouissaient d'une relative indépendance intérieure, à condition d'accepter la suzeraineté du vice-roi, à qui ils devaient céder le contrôle de la défense et des affaires extérieures.

Mais dès le début, le problème religieux fait surface, car l'Inde britannique compte une majorité hindoue et une minorité musulmane, qui diffèrent non seulement par la religion, mais également par leur culture et leur langue (les hindous parlent surtout le hindi, les musulmans l'urdu).

Un des premiers à insister sur cette différence est Syed Ahmad Khan (1817-1898). Il est au XIX^e siècle le grand promoteur des valeurs musulmanes et de la langue urdue en Inde. Infatigable réformateur social, il se bat pour l'égalité entre musulmans et hindous, mais en toute tolérance, sans aucun extrémisme et restant toujours fidèle aux dirigeants britanniques.



1979, n° 473



1990, n° 767
Syed Ahmad Khan



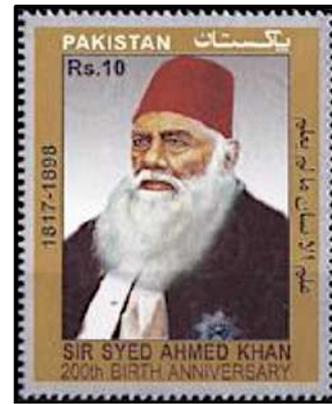
1998, n° 959



Inde, 1973, n° 381

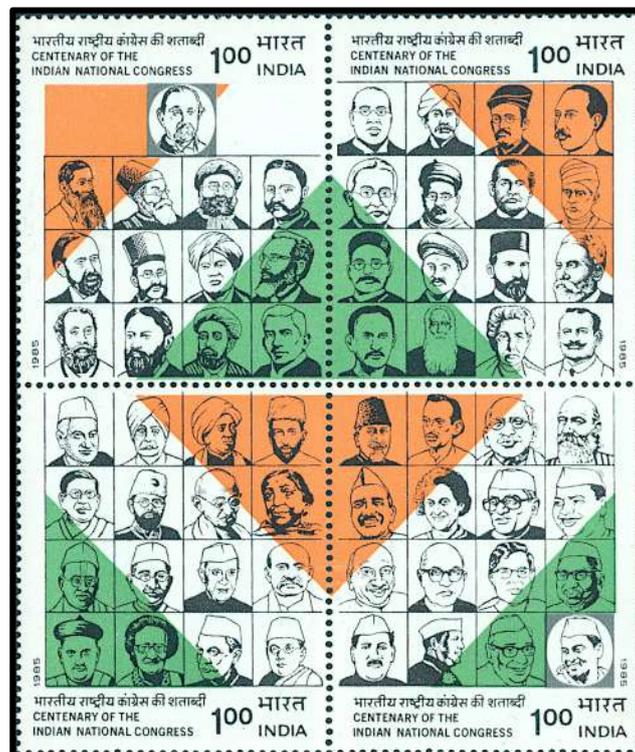


*Inde, 1998, n° 1385
Syed Ahmad Khan*



2017, Mi. n° 1537

Mais une classe moyenne prend de plus en plus d'importance en Inde. Cette classe moyenne ne réclame pas l'autonomie et encore moins l'indépendance, mais demande à être plus impliquée dans les décisions prises par les autorités britanniques. Dans ce but, cette classe moyenne fonde à Bombay à la fin de 1885 le *Congrès national indien*. Mais, parmi les 72 délégués de ce premier congrès, il n'y a que deux musulmans contre 54 hindous.

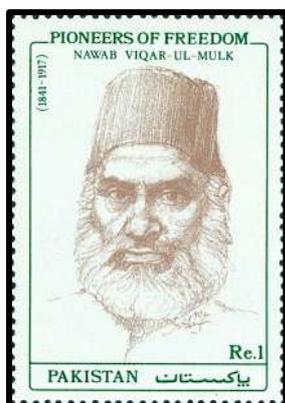


*Inde, 1985, n°s 860/863
100^e anniversaire du Congrès national indien
Effigies de tous les présidents depuis 1885 jusqu'en 1984*

Mais rapidement, deux tendances se dégagent dans le Congrès : une première, modérée, qui recherche des compromis avec les Anglais, et une deuxième, plus militante, qui poursuit des objectifs nettement plus nationalistes.

La situation reste relativement stable jusqu'en 1905, quand le vice-roi a la malencontreuse idée de scinder la province du Bengale en deux parties : une partie occidentale à majorité hindoue et une partie orientale à majorité musulmane. Cette partition engendre un vif mécontentement chez les hindous, accompagné d'une vague de protestations, de grèves et de boycott.

Les musulmans, constatant l'animosité des hindous contre cette décision anglaise, fondent à leur tour à Dhaka en 1906 la *Ligue musulmane*, dans le but de défendre les droits des Indiens de religion musulmane. Le premier président en est Nawab Viqar-ul-Mulk, et Nawab Salimullah en fait un véritable parti politique.



1994, n° 866
Nawab Viqar-ul-Mulk



1990, n° 768
Nawab Salimullah



2006, n°s 1240/1247
100^e anniversaire de la création de la Ligue musulmane

Dès 1906, la présidence de la Ligue musulmane est donnée à Aga Khan III, imam des ismaéliens. Il ne doit sa nomination à la présidence qu'à son immense fortune et à ses relations avec toutes les familles régnantes européennes, et ne jouera aucun rôle actif dans la Ligue musulmane.



1977, n° 433



1990, n° 770

Aga Khan III

Um des principaux acteurs des débuts de la Ligue islamique est Maulana Mohammad Ali Jauhar, qui en écrit les statuts et les objectifs initiaux : tout en restant fidèle au gouvernement britannique, promouvoir et protéger les droits de la minorité musulmane.

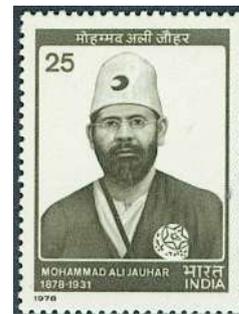


1978, n° 455



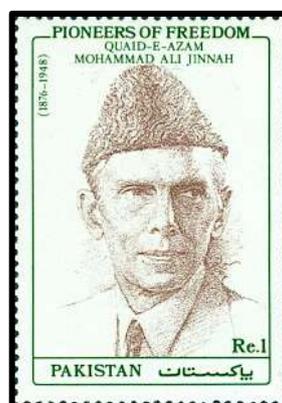
1991, n° 792M

Maulana Mohammad Ali Jauhar



Inde, 1978, n° 574

C'est à cette époque que commence l'activité de celui qui allait devenir le "père du Pakistan" : Mohammad Ali Jinnah. Il adhère en 1904 au Congrès national indien, où il rejoint la faction modérée. Initialement, il est favorable à une coexistence pacifique en Inde entre hindous et musulmans, mais il se raidit dès 1911, lorsque la partition du Bengale est annulée et la province du Bengale oriental, à majorité musulmane, est supprimée. Il n'adhère cependant à la Ligue musulmane qu'en 1913, et en devient rapidement un des membres les plus influents.



1990, n° 766

Mohammad Ali Jinnah

Lorsque la guerre éclate, la majorité des leaders hindous et musulmans accepte de participer à l'effort militaire britannique, et ils le font avec bravoure et efficacité. Mais, en échange de leur aide militaire, aussi bien les hindous que les musulmans comptent sur la bonne volonté des Britanniques pour leur accorder après la guerre une plus grande autonomie.

C'est dans cet esprit que le Congrès national indien et la Ligue musulmane signent en décembre 1916 le pacte de Lucknow, pour exiger conjointement des concessions du gouvernement britannique, tout en protégeant la place des musulmans.

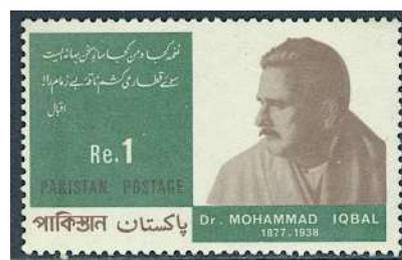
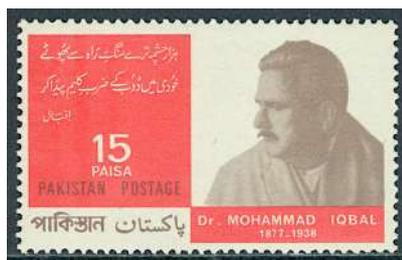
Mais le Royaume-Uni oublie de récompenser l'Inde pour son soutien à l'effort de guerre, et au contraire durcit sa position envers les nationalistes indiens, ce qui culmine avec le massacre d'Amritsar le 13 avril 1919.

C'est en 1919 que commence véritablement le mouvement indépendantiste de l'Inde, dont la grande figure est Mohandas Karamchand Gandhi, mondialement connu sous le nom de Mahatma Gandhi. Initialement, les Indiens demandent que l'Inde devienne un Dominion, comme le Canada, mais à partir de 1930, c'est l'indépendance complète qui sera exigée.

Gandhi veut atteindre ce but par la non-violence et la désobéissance civile, et atteint en Inde une immense popularité. Le style et la politique de Gandhi déplaisent fortement à Ali Jinnah, qui est mis en minorité, et qui quitte le Congrès national indien en 1920.

Pour Jinnah commence alors une traversée du désert, qui va durer une quinzaine d'années. Il continue cependant à œuvrer pour la communauté musulmane en Inde, dont il regrette avec amertume le manque d'unité. Après un séjour de 1930 à 1934 en Grande-Bretagne, il revient en Inde, où il constate l'échec cuisant subi par les musulmans aux élections provinciales de 1937. C'est vers cette époque qu'Ali Jinnah commence à considérer qu'une Inde commune aux hindous et aux musulmans est une illusion.

Il est fortement influencé dans ce sens par le poète et philosophe Allama Mohammad Iqbal, qui, dans ses écrits et ses discours, développe depuis 1930 la "théorie des deux nations", prônant que la coexistence des hindous et des musulmans dans une seule nation est impossible, les deux communautés étant trop séparées par la culture, la langue et surtout la religion. L'on peut affirmer que, même si Mohammad Ali Jinnah est le fondateur du Pakistan, Allama Mohammad Iqbal en est le penseur et le père spirituel.



1967, n°s 234/235



1990, n° 765
Allama Mohammad Iqbal



1974, n° 369



1975, n° 389



1997, n° 938



1977, n°s 434/438
Allama Mohammad Iqbal

D'autres musulmans propagent de plus en plus l'idée d'un État musulman complètement séparé de l'Inde, et en 1933, dans son pamphlet *Now or Never*, l'avocat Chaudhry Rahmat Ali propose la création d'un État musulman dans la vallée de l'Indus, auquel il donne le nom de *Pakistan*, ce qui signifie *le pays des hommes purs*.



1990, n° 780
Chaudhry Rahmat Ali

Lorsque la deuxième guerre mondiale commence, le Royaume-Uni demande à nouveau le soutien militaire de l'Inde, mais aussi bien les hindous que les musulmans se sentent beaucoup plus forts qu'en 1914 et exigent des garanties d'autonomie en échange d'une participation à la guerre.

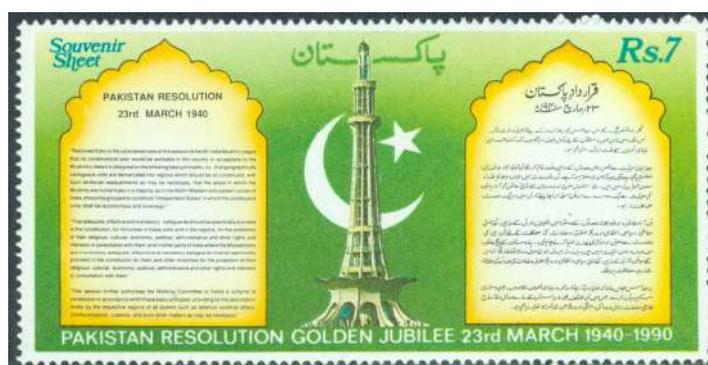
L'Angleterre reconnaît enfin Ali Jinnah comme un interlocuteur valable, au même titre que Gandhi, et lui demande de définir la position des musulmans concernant l'autonomie future de l'Inde. Ali Jinnah convoque alors la Ligue musulmane à une session générale, à Lahore, du 22 au 24 mars 1940. C'est là que les musulmans abandonnent définitivement l'idée d'une Inde où coexisteraient les deux communautés. Les leaders musulmans Ali Jinnah et Abul Kasem Fazlul Huq affirment clairement, dans la Résolution de Lahore, qu'ils veulent la création d'États indépendants pour les musulmans du nord-ouest et du nord-est de l'Inde britannique.



1990, n° 775
Abul Kasem Fazlul Huq (écrit Haq sur le timbre pakistanais)



Bangladesh, 1980, n° 141

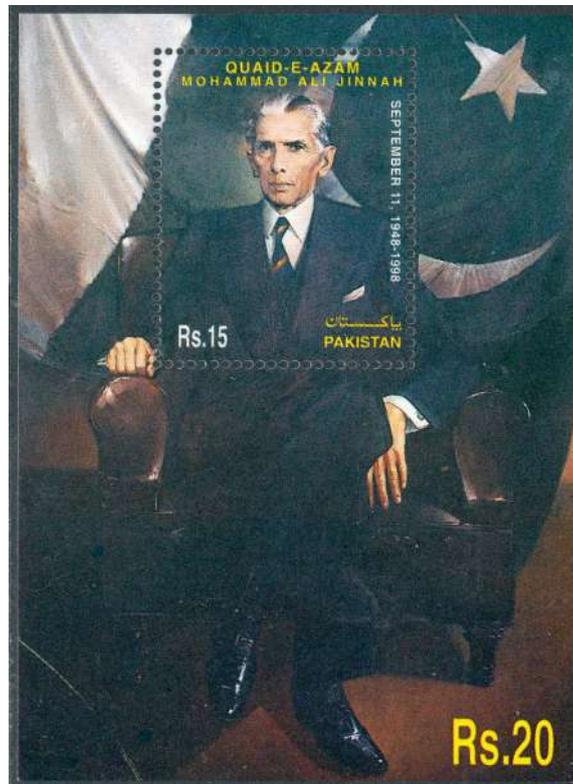


1990, n°s 746/749
50^e anniversaire de la "Résolution de Lahore" du 23 mars 1940

La menace japonaise contre l'Inde britannique devenant de plus en plus précise, les Anglais sont contraints de se montrer de plus en plus souples, et aussi bien les nationalistes hindous, menés par Gandhi, que les musulmans, dirigés par Ali Jinnah, ne demandent rien de moins que l'indépendance totale après la guerre, même si Gandhi continue à voir dans l'Inde future une entité commune aux deux communautés, ce que Jinnah refuse obstinément. Leur désaccord sur ce point restera complet et définitif, malgré les ultimes tentatives de Gandhi pour trouver un terrain d'entente.



1976, n°s 407/414



1998, bloc 9

Mohammad Ali Jinnah, le fondateur du Pakistan indépendant



1966, n°s 228/229



1989, n° 729F



1994, n° 862

Mohammad Ali Jinnah

Le grand avantage de Jinnah dans l'après-guerre est le fait que, pour la première fois, la communauté musulmane toute entière se range sous sa bannière, accepte ses points de vue et soutient ses revendications. Cela lui permet de se montrer intransigeant face aux Britanniques, représentés en Inde par le vice-roi, le maréchal Wavell, qui sera remplacé le 21 février 1947 par Lord Mountbatten. Ceux-ci font l'impossible pour sauvegarder l'unité de l'Inde britannique après l'indépendance, en y accordant des provinces largement autonomes aux communautés musulmanes.

Les Britanniques parviennent à constituer un gouvernement provisoire en 1946, auquel le Congrès national indien et la Ligue musulmane adhèrent du bout des lèvres, dans la méfiance générale.

Finalement, Lord Mountbatten doit s'incliner et avouer que la partition est inévitable. Le plan final prévoit que les Britanniques céderont le 15 août 1947 le pouvoir à deux dominions, l'Inde et le Pakistan. Les provinces pourront choisir à quelle entité elles adhéreront. Le Pendjab et le Bengale, où les deux communautés sont présentes, se prononcent pour une partition.

Lord Mountbatten reçoit le titre de gouverneur général de l'Inde, un titre purement honorifique dans le dominion indien : cela ne signifie rien de plus que représentant de la reine. Mais Ali Jinnah, qui désire abolir tous les signes de soumission, mêmes protocolaires, à la Grande-Bretagne, refuse ce titre à Lord Mountbatten pour le Pakistan et se nomme lui-même gouverneur général du Pakistan, titre beaucoup plus important qu'en Inde, car il est en fait synonyme de président du Pakistan.

Lord Mountbatten mourra assassiné en Irlande le 27 août 1979.

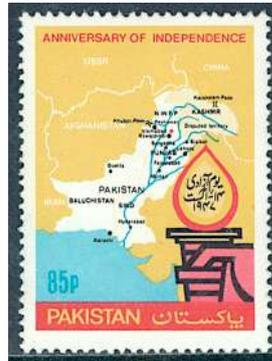


*Inde, 1980, n° 637
Lord Mountbatten*

Le 14 août 1947, à Karachi, Ali Jinnah proclame, dans la liesse générale, l'indépendance du Pakistan. Il en est le gouverneur général, mais surtout le président de l'Assemblée nationale. Mais, déjà très malade, il meurt le 11 septembre 1948, quelques mois après l'assassinat de son éternel adversaire, Mahatma Gandhi, le 30 janvier 1948.



*1948, n°s 20/23
Premier anniversaire de l'indépendance*



1982, n°s 559/560
35^e anniversaire de l'indépendance



1987, n°s 675/676
40^e anniversaire de l'indépendance



Ali Jinnah

Iqbal

Fatima Jinnah
(sœur d'Ali Jinnah)

Liaquat Ali Khan

1997, n°s 946/949
50^e anniversaire de l'indépendance

Les premiers timbres du Pakistan, émis le 1^{er} octobre 1947, sont des timbres de l'Inde britannique à l'effigie du roi George VI surchargés "PAKISTAN". La surcharge officielle a eu lieu à Nasik, mais il existe de très nombreuses surcharges locales, apposées en toute hâte sur des timbres de l'Inde britannique par des maîtres de poste locaux. Les plus communes sont celles de Karachi et de Peshawar.

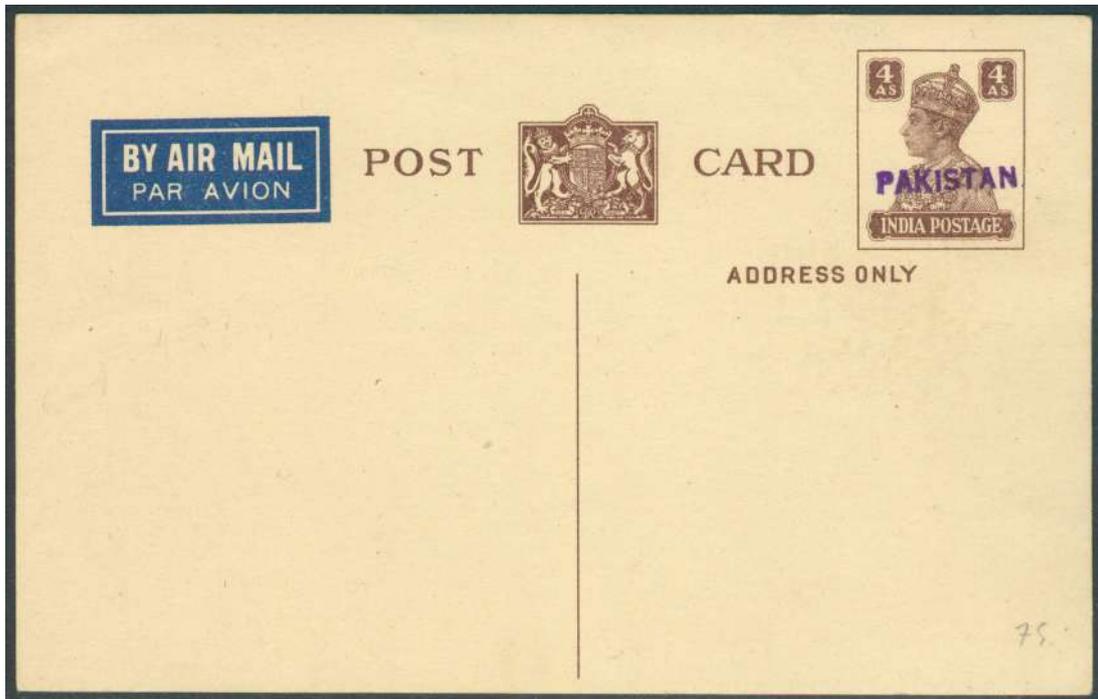
Il restait parfois encore quelques timbres du temps du roi George V en stock, et ceux-ci reçurent également une surcharge.



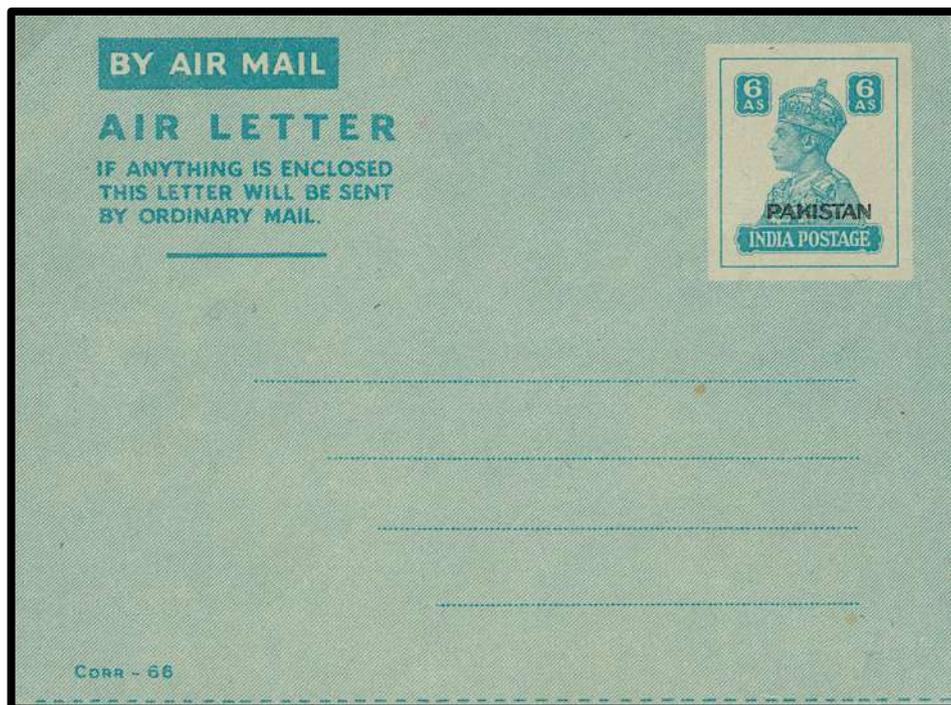
1947, timbres de l'Inde britannique avec la surcharge "PAKISTAN"



Surcharges locales (sur le 9p : surcharge renversée)



Surcharge locale sur carte postale



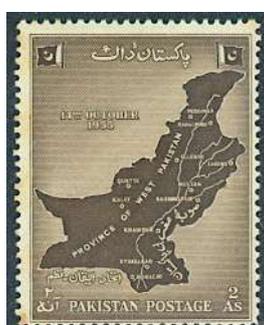
Surcharge sur aérogramme



Surcharges sur des timbres du roi George V

II. L'indépendance et la scission (1947-...)

Le Pakistan est donc indépendant depuis le 14 août 1947. Il se compose de deux parties séparées par environ 1600 kilomètres de territoire indien : le Pakistan occidental, dont Karachi est initialement la capitale, et le Pakistan oriental, avec Dhaka comme capitale.



1955, n° 79/81
Le Pakistan occidental



1956, n°s 84/86
Le Pakistan oriental

Mais les problèmes sont immenses. Tout d'abord, il est évident que le clivage entre le Pakistan et l'Inde est loin d'être parfait : l'Inde compte encore des millions de musulmans et le Pakistan des millions d'hindous. Cela engendre, des deux côtés un exode de millions de personnes, qui fuient un pays où ils ne sentent plus en sécurité. Plus de six millions d'hindous quittent le Pakistan pour se réfugier en Inde et plus de six millions de musulmans font le chemin inverse. Ce déplacement gigantesque déclenche des deux côtés une violence inouïe, accompagnée de massacres, dont on estime le nombre de victimes entre 600 000 et un million.

Un deuxième problème est celui des innombrables États princiers, qui jouissaient dans l'Inde britannique d'une relative indépendance. On leur laisse le choix d'adhérer soit à l'Inde, soit au Pakistan. La plupart, situés en territoire hindou, optent pour le rattachement à l'Inde, mais certains États sont la cause de longs conflits.

- Il y a d'abord l'État de *Hyderabad*, en plein centre de l'Inde, avec une population pratiquement exclusivement hindoue, mais dont le nizam (l'équivalent de maharadjah) est musulman. Il refuse l'incorporation à l'Inde, et il faut une intervention armée de l'Inde en 1948 pour s'emparer de Hyderabad et l'incorporer à l'Inde.

- Il y a ensuite l'État de *Bahawalpur*, qui choisit en 1947 résolument pour le Pakistan. L'émir de Bahawalpur, Sadeq Mohammad Khan V Abbasi, joue un grand rôle dans l'accueil de millions de réfugiés musulmans venant de l'Inde et accorde tout son soutien à Ali Jinnah. Bahawalpur conserve le droit d'émettre ses propres timbres jusqu'en 1949.



*Bahawalpur, 1948, n°s 5, 6, 13 & 14
L'émir de Bahawalpur Sadeq Mohammad Khan V Abbasi*



*2013, n° 1380
L'émir de Bahawalpur
Sadeq Mohammad Khan V Abbasi*



*Bahawalpur, 1948, n° 17
Premier anniversaire de l'union
de Bahawalpur avec le Pakistan*

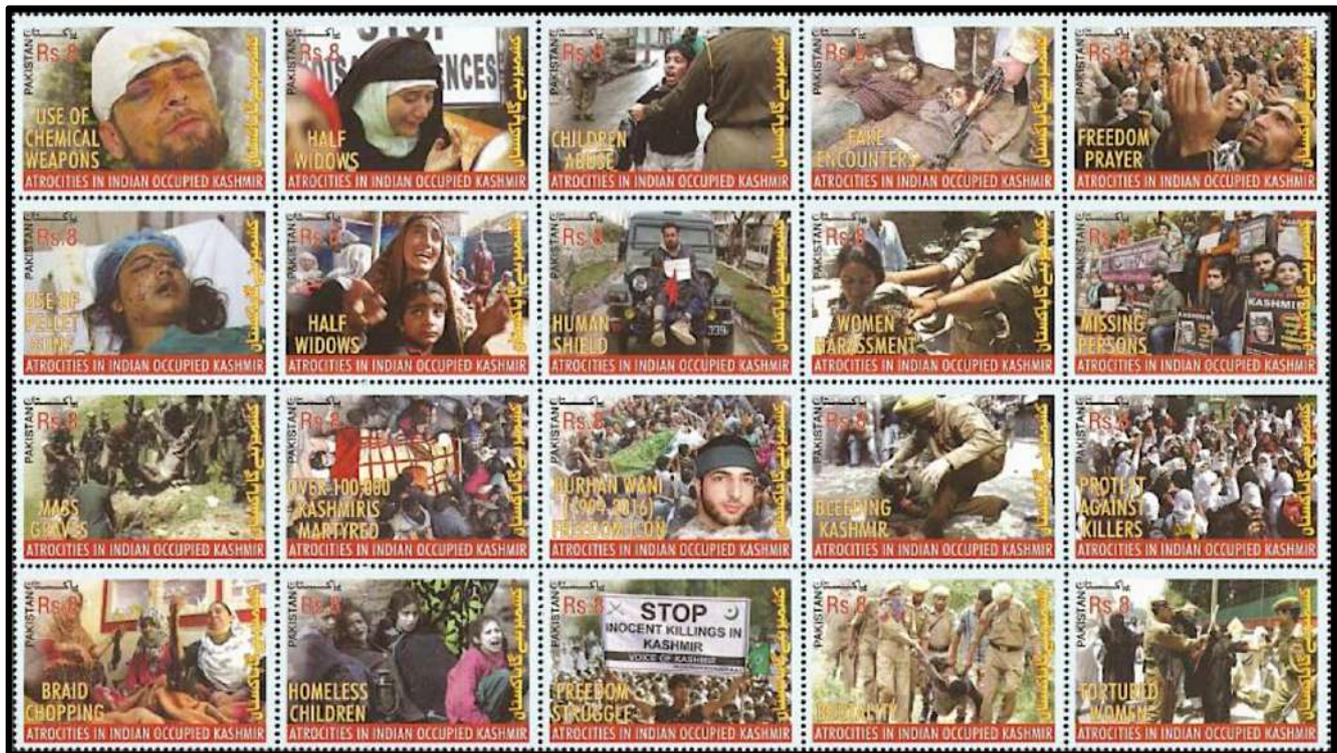
- Mais l'État princier qui a été la cause d'incessants conflits entre l'Inde et le Pakistan, allant jusqu'à plusieurs guerres, est l'État de Jammu-et-Cachemire (Kashmir). La majorité de la population y est de religion musulmane, mais le maharadjah est hindou, et refuse d'adhérer au Pakistan. Quand l'armée du Pakistan essaie de prendre ce territoire par la force, le maharadjah demande l'aide de l'Inde et proclame le rattachement de l'État du Jammu-et-Cachemire à l'Inde.

C'est à la fin de 1947-1948 le début de la première guerre indo-pakistanaise, que l'ONU s'efforce de contrôler. Finalement, l'ONU donne les deux tiers du territoire à l'Inde (l'État fédéré indien du Jammu-et-Cachemire, avec Srinagar comme capitale), tandis que le dernier tiers, qui prend le nom d'Azad Kashmir, est donnée au Pakistan.

Cette solution ne satisfait ni l'Inde ni le Pakistan, qui continuent tous deux à revendiquer l'entièreté du territoire. Le conflit dure maintenant depuis presque trois quarts de siècle, et est parsemé de guerres, de massacres et de violence. La solution n'est pas encore en vue. Le Pakistan a émis en 1960 quatre timbres pour appuyer ses revendications sur le Jammu-et-Cachemire, mais surtout en 2018 une série-fleuve de 20 timbres pour montrer les incessantes horreurs perpétrées par l'Inde au Jammu-et-Cachemire.



*1960, n°s 109/112
Revendication par le Pakistan du Jammu-et-Cachemire*



2018, Mi. N°s 1561/1580
Les horreurs perpétrées par l'Inde au Jammu-et-Cachemire

Le troisième problème est le fait que le Pakistan est constitué de deux parties fort distantes l'une de l'autre, et qui, à part la religion musulmane, n'ont pas beaucoup de points communs : leur histoire, leur culture, leur traditions et surtout leur langue (l'urdu au Pakistan occidental, le bengali au Pakistan oriental) sont très différentes. Le problème est d'autant plus grand que l'urdu est proclamée seule langue nationale du Pakistan, et que les élites ainsi que l'administration se trouvent entièrement dans la partie occidentale, tandis que la partie orientale produit beaucoup plus, mais profite nettement moins de son économie.

Le Pakistan va souffrir longtemps d'une forte instabilité et connaît de grandes difficultés économiques. Le manque de leaders capables et de fonctionnaires qualifiés se fait cruellement sentir après la disparition d'Ali Jinnah.

Le personnage le plus marquant des premières années est Liaquat Ali Khan, qui a été longtemps le bras droit d'Ali Jinnah. Il est le premier ministre du Pakistan du 14 août 1947 jusqu'à son assassinat le 16 octobre 1951.



1974, n° 364



1990, n° 774
Liaquat Ali Khan



1995, n° 905

Après la mort d'Ali Jinnah, ses successeurs en tant que gouverneur général du dominion du Pakistan sont Khawaja Nazimuddin de 1948 à 1951 et Ghulam Mohammad de 1951 à 1955. Khawaja Nazimuddin va démissionner en 1951 pour prendre la succession de Liaquat Ali Khan au poste de premier ministre. Les deux premiers ministres suivants sont Mohammad Ali Bogra de 1953 à 1955 et Chaudhry Mohammad Ali de 1955 à 1956.



1990, n° 774
Khawaja Nazimuddin



1998, n° 986
Chaudhry Mohammad Ali

Le 23 mars 1956, le nouveau gouverneur général Iskander Mirza et le premier ministre Chaudhry Mohammad Ali parviennent enfin à faire approuver une constitution, la première depuis la création du Pakistan en 1947. Cette constitution met fin au statut de dominion, et fait du Pakistan une République islamique, la première de ce genre dans tout le monde musulman.



1956, n° 82
Proclamation de la République islamique du Pakistan

Entretiens, le mécontentement s'accroît au Pakistan oriental, où la majorité bengalie s'estime insuffisamment représentée à Karachi. La Ligue musulmane y essuie l'une débâcle électorale après l'autre au profit de la *Ligue Awami*, qui y défend les droits des Bengalis.

L'espoir renaît chez les Bengalis lorsque le leader de la Ligue Awami, Huseyn Shaheed Suhrawardy, devient en 1956 premier ministre du Pakistan. Mais il est déjà contraint de démissionner en 1957, ce qui provoque un net durcissement des positions de la Ligue Awami.



1990, n° 772



Bangladesh, 1987, n° 260
Huseyn Shaheed Suhrawardy

Les désordres s'accroissent au Pakistan oriental, et le président Mirza est contraint en octobre 1958 d'abroger la constitution et de proclamer la loi martiale. Il fait appel à l'armée, et le 27 octobre 1958, le général en chef de l'armée Mohammad Ayub Khan prend le pouvoir et instaure une dictature militaire.



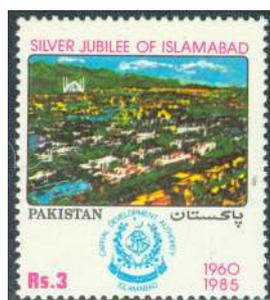
1966, n°s 226/227
Mohammad Ayub Khan

Après son coup d'État, Ayub Khan essaie de donner une teinte démocratique à son régime dictatorial. Le 14 février 1960, il se fait plébisciter (95% de votes positifs) par 80 000 représentants du peuple, ce qui lui permet de se nommer président élu et d'élaborer une nouvelle constitution.

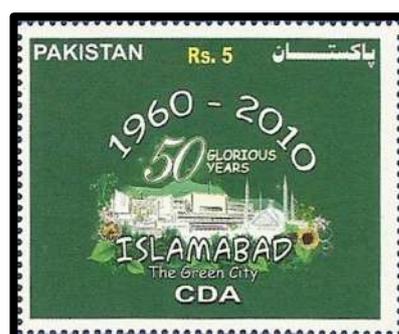


1962, n° 161
La nouvelle constitution promulguée par Ayub Khan

Une de ses premières initiatives est de décider, dès 1959, que la ville d'Islamabad sera la nouvelle capitale du Pakistan, en remplacement de Karachi. Islamabad est alors construite et développée en un temps record, et devient officiellement la capitale du pays en 1967.



1985, n° 646
25^e et 50^e anniversaire du début des constructions pour faire d'Islamabad la nouvelle capitale



2010, n° 1295

Les premières années du régime d'Ayub Khan sont plutôt bénéfiques, avec une économie florissante grâce à l'aide américaine et à une réforme agraire en faveur des petits paysans, contre les grands propriétaires fonciers.

Il se fait réélire au début de 1965, mais il obtient un score nettement moins élevé (64%) qu'en 1960 (95%), car il a en face de lui un adversaire coriace : Fatimah Jinnah, la sœur cadette de Mohammad Ali Jinnah.



1990, n° 769
Fatima Jinnah

Sentant sa popularité décliner, Ayub Khan déclenche en 1965 une deuxième guerre avec l'Inde au sujet du Jammu-et-Cachemire. Cette guerre fait plus de 7000 victimes, mais se termine sans vainqueur. Les Nations-Unies forcent les deux pays à accepter le pacte de Tachkent (Ouzbékistan), qui prévoit un retour aux frontières antérieures. Mais ceci est considéré au Pakistan comme une défaite, dont la responsabilité est attribuée à Ayub Khan.



2015, Mi. n°s 1491/1496
50^e anniversaire de la deuxième guerre indo-pakistanaise de 1965

Deux autres problèmes vont causer la perte d'Ayub Khan :

- Son conflit avec son ministre des Affaires étrangères Zulfikar Ali Bhutto. Celui-ci crée un nouveau parti, le *Parti du peuple pakistanais*, le PPP, qui jouera un rôle important dans les années à venir.
- Le Pakistan oriental, où la Ligue Awami obtient des majorités écrasantes aux élections, ce qui permet à son leader, Sheikh Mujibur Rahman, d'exiger avec de plus en plus d'insistance l'indépendance complète de la partie orientale du Pakistan.

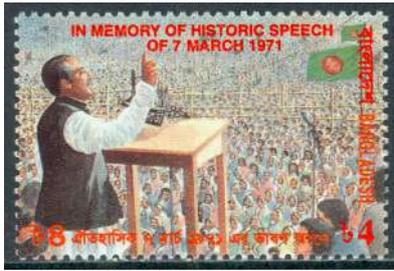


1971, n° 7



1996, n°559

Sheikh Mujibur Rahman



1997, n°s 596, 559A & 567
Sheikh Mujibur Rahman

En mars 1969, Ayub Khan présente sa démission, et il est remplacé par un autre général Mohammad Yahya Khan. Celui-ci invalide les élections de 1970 qui ont donné une majorité écrasante à la Ligue Awami, fait emprisonner Sheikh Mujibur Rahman et tente de soumettre le Pakistan oriental par la force.

Devant cette attitude du Pakistan occidental, le Pakistan oriental proclame le 26 mars 1971 son indépendance, sous le nom de Bangladesh. La guerre civile est inévitable.



1972, n°s 18/20



1981, n°s 161/162

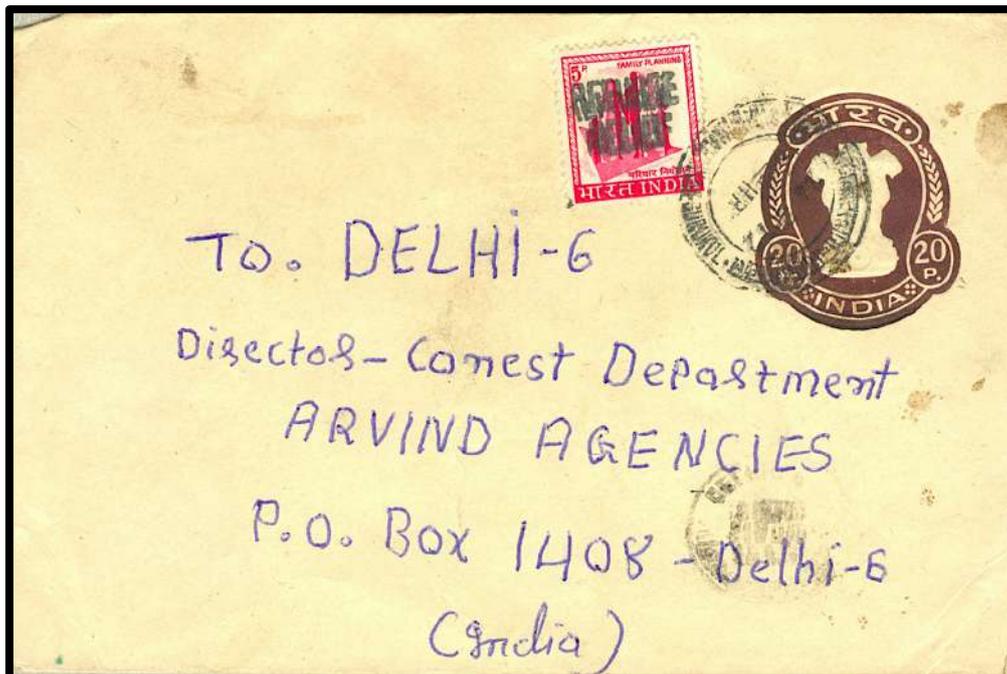
Premier et dixième anniversaire de l'indépendance du Bangladesh

L'invasion du Bangladesh par les troupes pakistanaises s'accompagne d'une répression féroce, avec de nombreux massacres de la population civile. La haine étant profonde entre Pakistanais et Bengalis, on peut parler d'un véritable génocide.

Cette guerre sans merci provoque un flot de réfugiés du Bangladesh vers l'Inde : on estime aux environs de dix millions le nombre de Bengalis qui se sont réfugiés en Inde. Cet afflux de millions de réfugiés en Inde entraîne le mouvement du "Refugee Relief", et l'émission de timbres de bienfaisance : du 15 novembre 1971 au 31 mars 1973, toute correspondance indienne, sauf les cartes postales et les journaux, devait être accompagnée d'un timbre de bienfaisance de 5 p. au profit des réfugiés. Il existe de très nombreuses surcharges locales "Refugee Relief".



*Inde, 1971, n°s 332, 335 & 337
Timbres "Refugee Relief"*



*Inde, 1971
Surcharges locales "Refugee Relief"*

Mais c'est l'intervention de l'Inde qui va faire basculer la situation : devant la crise humanitaire (trois millions de victimes civiles et dix millions de réfugiés) déclenchée par le Pakistan, l'Inde se décide à intervenir militairement en décembre 1971, et c'est ainsi que commence la troisième guerre indo-pakistanaise. Avec l'aide des milices bengalies, les forces indiennes, mieux armées et mieux entraînées, remportent une victoire facile. Dès le 16 décembre 1971, le président du Pakistan Yahya Khan reconnaît sa défaite et démissionne.

Mujibur Rahman est libéré le 8 janvier 1972 et devient le premier ministre du Bangladesh.



1972, n°s 21/23

Commémoration de la victoire du Bangladesh

Du point de vue postal, une réorganisation totale s'impose au Bangladesh. En attendant l'émission de leurs propres timbres (les premiers timbres du Bangladesh ont été émis le 29 juillet 1971), les nouvelles autorités ont décidé d'utiliser les stocks existants de timbres du Pakistan, après apposition d'une surcharge manuelle "Bangladesh". Cela a donné lieu à des centaines de types de surcharges locales différentes. Parfois ces surcharges sont en caractères occidentaux, parfois en écriture bengalie, et parfois avec les deux types de caractères.



Caractères bangalis



Caractères occidentaux



Caractères bengalis et occidentaux



Surcharges sur deux timbres

Suite au manque d'instructions précises, les surcharges apposées dans les bureaux de poste locaux montrent une énorme diversité, parfois avec un peu de fantaisie, mais trahissent aussi souvent une connaissance insuffisante de la langue, avec de nombreuses fautes d'orthographe (Bangldesh, Bangaldash, Bangla Deeh, etc.).



BANGLDESH



BANGALDASH



Bangla Deeh



Bangala desh

Fautes d'orthographe dans les surcharges locales.

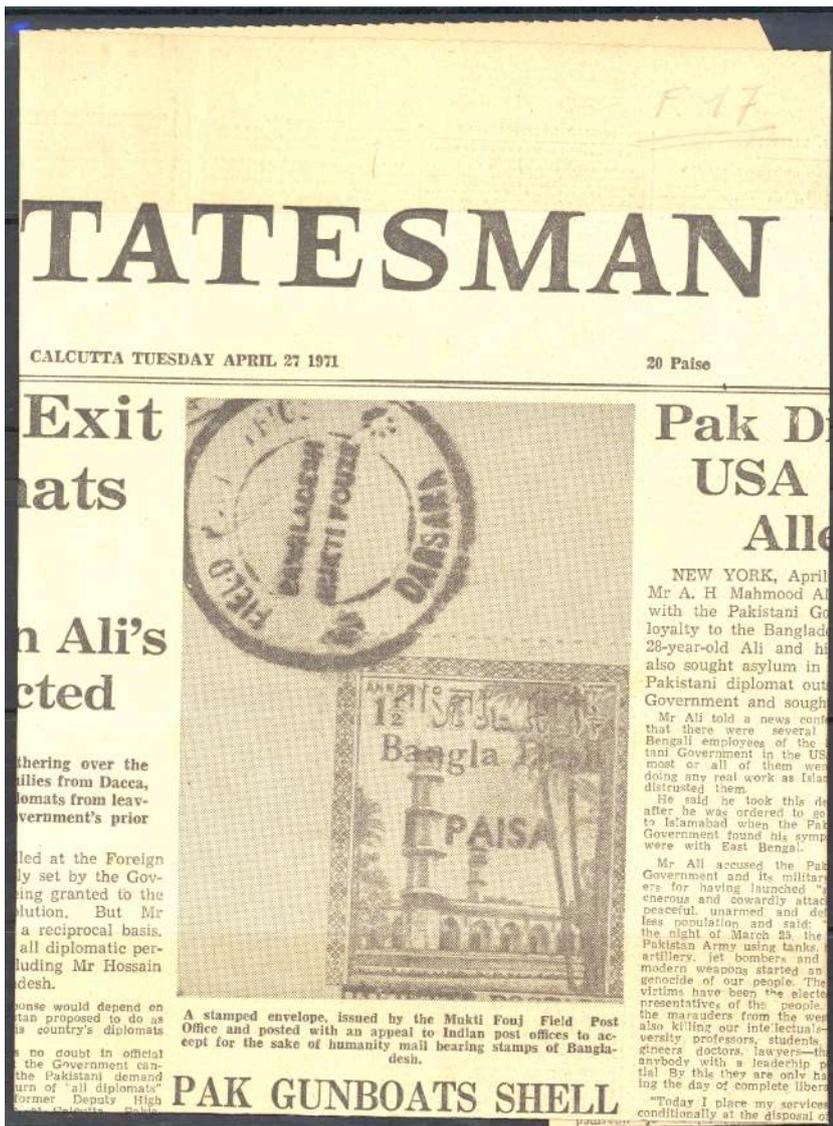
Le problème majeur pour les services postaux du Bangladesh était bien sûr l'acheminement du courrier, car toutes les voies normales étaient inopérantes.

Les *Mukti Bahini* (les militants bengalis contre l'occupation pakistanaise), regroupés dans la *Mukti Fouz* (armée de libération), ont organisé dès le 15 avril 1971 des "Field Post Offices", et c'étaient les *Mukti Bahini* qui acheminaient le courrier depuis ces postes de campagne au-delà de la frontière indienne, jusqu'aux bureaux de poste indiens les plus proches. La tâche des *Mukti Bahini* a été progressivement reprise par les boy-scouts bengalis. Cela a donné lieu à de nombreuses marques postales, apposées dans ces Field Post Offices ou le long du trajet.

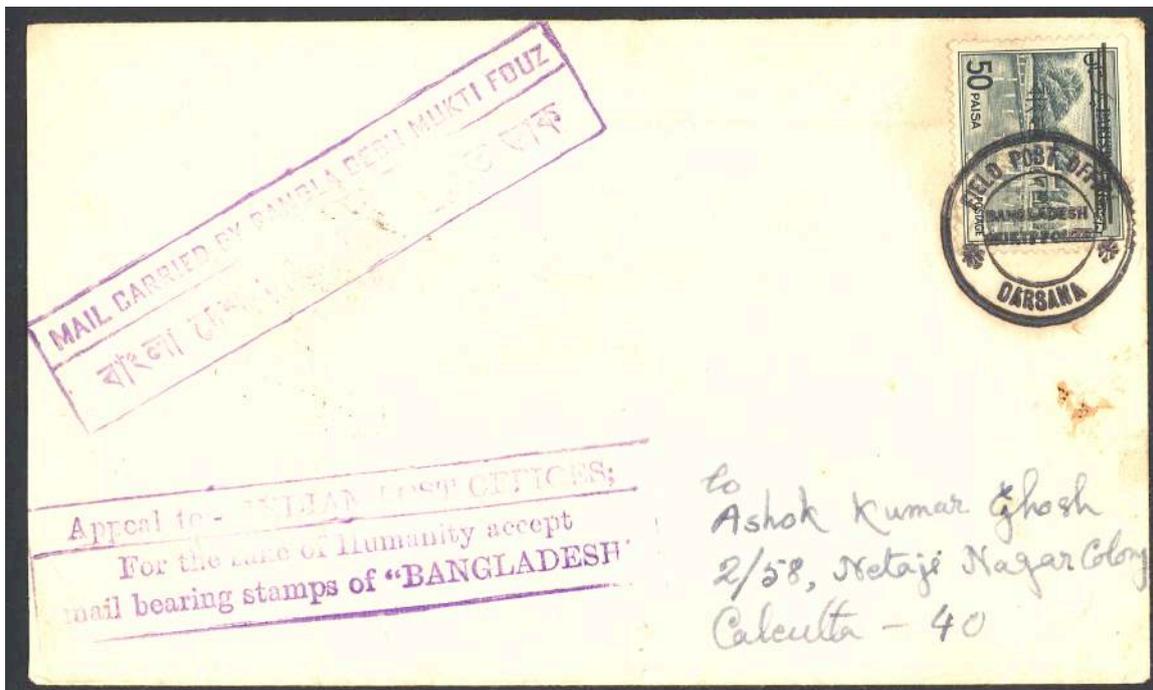
Le Bangladesh n'étant pas encore reconnu par l'UPU, le pays fait appel aux "sentiments humains" des Indiens pour accepter le courrier venant du Bangladesh, malgré le fait qu'il ne répondait pas aux critères postaux universellement acceptés.



Lettre du 11 mai 1971 pour Calcutta, traitée par le Field Post Office de Benapole. Cachet "Mail carried by Bangladesh Mukti Fouz".



Exemplaire du Journal "The Statesman" de Calcutta, du 27 avril 1971, reproduisant une enveloppe venant du Bangladesh, insistant sur la demande du "Mukti Fouz" pour que l'Inde accepte et achemine ce type de courrier

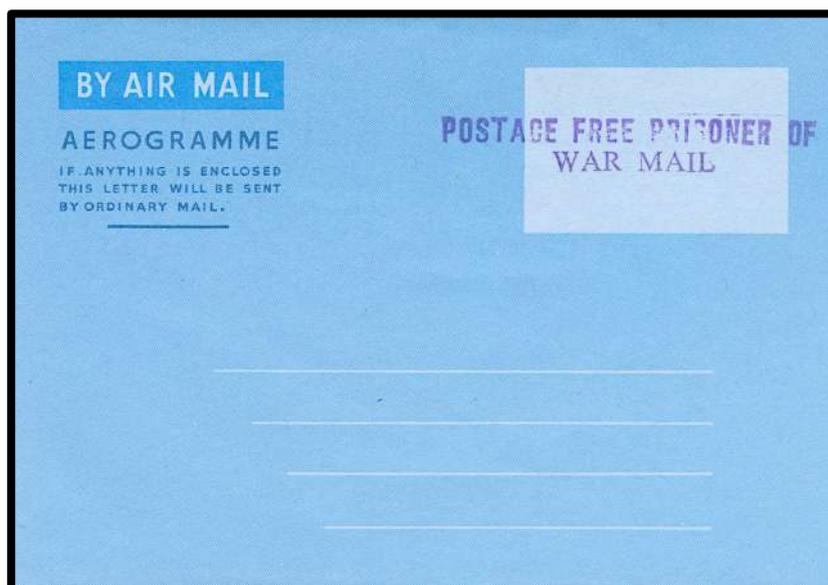


Lettre d'avril 1971 pour Calcutta, traitée par le Field Post Office de Darsana.

Cachet "Mail carried by Bangladesh Mukti Fouz", et cachet

"Appeal to Indian Post Offices; For the sake of Humanity accept mail bearing stamps of BANGLADESH"

L'Inde - et donc aussi le Bangladesh - sort comme grand vainqueur de la troisième guerre indo-pakistanaise. Le sort des prisonniers de guerre est également très différent : alors que l'Inde et le Bangladesh commencent déjà fin décembre 1971, après la signature du cessez-le-feu, de renvoyer leurs prisonniers au Pakistan occidental (qui devient maintenant le Pakistan tout court), les prisonniers bengalis dans les camps et les prisons pakistanaises doivent parfois attendre 1975, dans des conditions d'internement plus que misérables, avant de pouvoir retourner au Bangladesh. C'est pourtant le Pakistan qui se plaint, avec un timbre émis en avril 1973, du sort des prisonniers pakistanais encore en détention en Inde !



Aérogamme mentionnant la franchise de port pour la correspondance des prisonniers de guerre du Bangladesh internés au Pakistan

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS
GENEVA (SWITZERLAND)

MESSAGE FORM PLEASE WRITE IN BLOCK LETTERS
سہولتاً کر کے صاف حروف میں لکھیں
परिکار करिमा लिखन

SENDER (بھجواؤ والا) **09 OCT 1973**
Name (نام، نام) N SUB M Z ALAM REC
Postal Address (پتہ، ڈاک خانے کا پتہ) (ڈاک ٹیکانا)
SUB COLONY D GRC - 6 (M)
c/o [REDACTED] HEAD QUARTERS
KHARIAN [REDACTED] LAHORE
PAKISTAN Country (ملک، ملک)

MESSAGE (Not over 25 words, family news of strictly personal character)
(پیغام (خاص ذاتی خاندانی خبریں جو ۲۵ الفاظ سے زیادہ نہ ہوں)
بارت (شخصی ۲۵ فقرے سے زیادہ کی ذاتی خاندانی خبریں))
ASSALAMU ALAIKUM. RECEIVED YOUR
LETTER (RED CROSS FORM) OF 3RD MAY 73
ON 20 JULY 73. THEREAFTER RECEIVED
A LETTER FROM SHAHID ON 31 JULY 73.
HAPPY TO KNOW ALL WELL AT YOUR
END. WRITE NOW AND THEN WE ARE SO
ANXIOUS TO GO HOME. SALAM FROM ALL TO
08 AUG 73 Date (تاریخ، تاریخ) ALL.

RECEIVER (جس کو پیغام دیا گیا)
Name (نام، نام) A K SULTAN MAHMUD SIDDIQUE
Postal Address (پتہ، ڈاک خانے کا پتہ) (ڈاک ٹیکانا) JOYDEBPUR
BUILDING DIVISION, SEGUN BAGICHA
DACCA - 2
Country (ملک، ملک)

REPLY OVERLEAF (جواب دینے کے لئے دوسرے صفحہ میں جواب دیں)

Lettre sur formulaire spécial de la Croix-Rouge, envoyée le 9 octobre 1973 à Dhaka par un prisonnier de guerre bengali au Pakistan



1973, n° 336

Pour les 90 000 prisonniers pakistanais encore internés en Inde

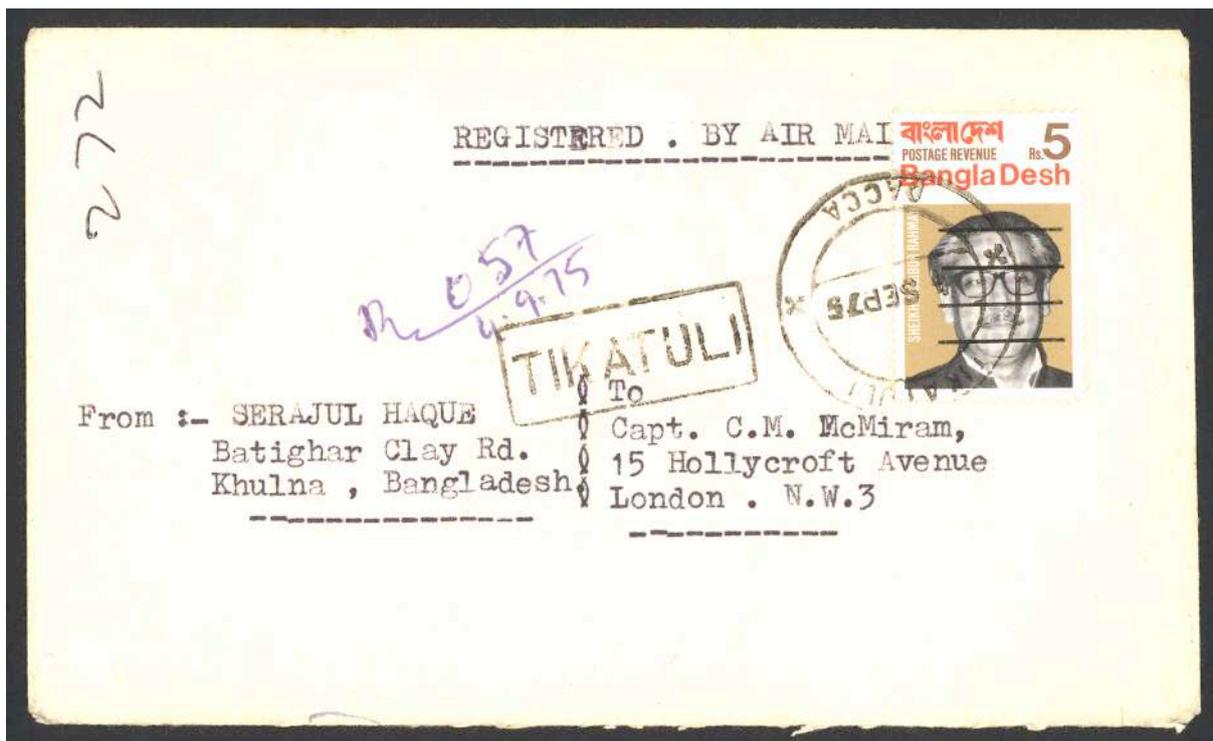
Malgré la victoire, la guerre a fait du Bangladesh une ruine, et le pays ne parvient pas à remonter le courant. L'économie et les finances pataugent longtemps dans le marasme le plus complet, et la misère s'accroît dans le pays, malgré tous les efforts de Mujibur Rhaman. Il est finalement victime, le 15 août 1975, d'un coup d'État, où il est assassiné avec plusieurs membres de sa famille.

Il sera réhabilité après quelques années, et maintenant, chaque année plusieurs timbres-poste sont émis en son honneur.



Une évolution rapide :

- En 1973, lettre envoyée à Mujibur Rahman, "The Honourable and Venerable father of the nation and the leader of the world..."
- En 1975, timbres non-émis avec l'effigie de Mujibur Rahman barrée de quatre traits.



Lettre du 4 septembre 1975, avec l'effigie de Mujibur Rahman barrée de quatre traits.
 Les nouvelles autorités avaient ordonné la destruction de tous les timbres à l'effigie de Mujibur Rahman.
 La surcharge avec quatre barres est une initiative privée, non autorisée.
 L'emploi de ces timbres sur une lettre ayant circulée est extrêmement rare.

Après la déroute pakistanaise dans la troisième guerre indo-pakistanaise et la démission de Yahya Khan, c'est Zulfikar Ali Bhutto, le leader du PPP (Parti du peuple pakistanais) qui, fin 1973, devient d'abord président, ensuite premier ministre du Pakistan, maintenant réduit à sa partie occidentale.

Autoritaire et usant facilement de mesures répressives envers tous ceux qui ne le soutiennent pas, il doit faire face, surtout après 1976, à une opposition de plus en plus variée, mais de plus en plus active. Il est critiqué de toutes parts :

- La gauche, à cause de sa répression très dure de tous les mouvements sociaux.
- Les conservateurs, qui estiment que son programme de nationalisations va trop loin.
- Les fondamentalistes islamistes, qui trouvent sa politique trop séculière.
- Les régionalistes, qu'il combat très durement.
- Et finalement l'armée, surtout parce qu'il y place des hommes à sa dévotion dans le haut commandement.

Tous ces opposants se regroupent dans *l'Alliance nationale*, dont le seul lien d'union est leur opposition à Ali Bhutto.



1975, n°s 375/376

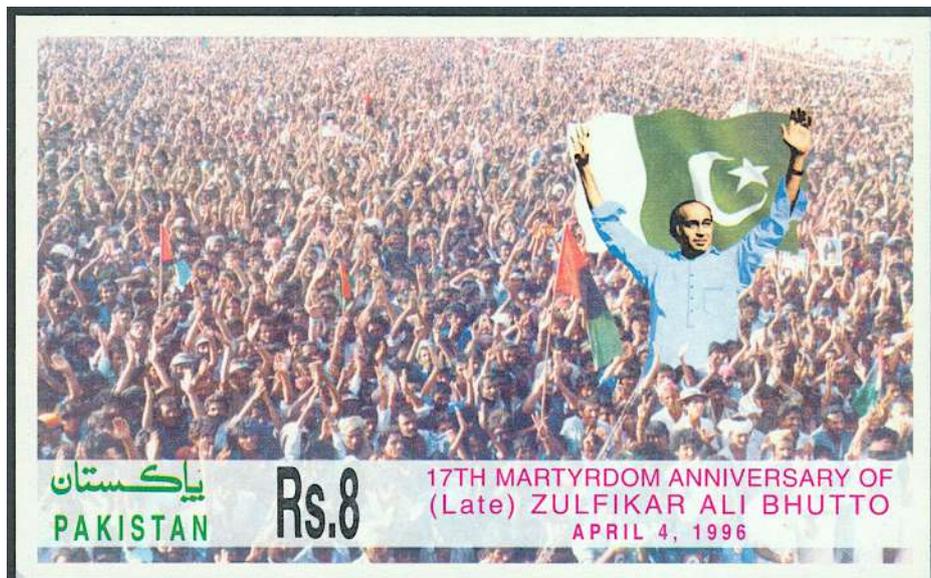


1989, n°s 724/725
Zulfikar Ali Bhutto

Le 5 juillet 1977, un coup d'État mené par le général Zia-ul-Haq renverse Ali Bhutto. Celui-ci est arrêté, condamné à mort et finalement pendu le 3 avril 1979. Après le retour du PPP au pouvoir en 1988, il sera considéré comme un martyr au service du peuple pakistanais.



1996, n°s 926/927
Commémoration de l'exécution en 1979 d'Ali Bhutto



*1996, bloc 6
Commémoration de l'exécution en 1979 d'Ali Bhutto*

Mohammad Zia-ul-Haq va rester onze ans au pouvoir au Pakistan. C'est un record de longévité pour un dirigeant pakistanais, et cependant aucun timbre-poste ne lui est consacré.

Il instaure dans son pays une islamisation très prononcée et profite du soutien américain, car il combat l'invasion soviétique en Afghanistan. Il fait cautionner sa politique islamiste par un référendum, tenu fin 1984, mais celui-ci est boycotté par toute l'opposition.



*1985, n° 631
Le référendum du 19 décembre 1984*

Le régime de Zia-ul-Haq est une véritable dictature, même s'il essaie de lui donner une allure démocratique en organisant des élections en mars 1985, qui elles aussi sont boycottées par l'opposition toute entière.



*1985, n°s 632/633
Les élections du 23 mars 1985*

Mais un événement inattendu bouleverse l’horizon politique : le 17 août 1988, l’avion militaire transportant Zia-ul-Haq s’écrase, causant sa mort et celle de l’ambassadeur américain. La thèse du sabotage de l’appareil est considérée par beaucoup comme possible, et même “très probable”.

De nouvelles élections, organisées en 1988, donnent une majorité au PPP, dont Benazir Bhutto, la fille d’Ali Bhutto, est maintenant le leader. Mais les minces majorités, exigeant des coalitions très fragiles, rendent le pays difficilement gouvernable. Benazir Bhutto occupera le poste de premier ministre de 1988 à 1990 et de 1993 à 1996, tandis que son opposant Nawaz Sharif sera le premier ministre de 1990 à 1993 et de 1997 à 1999.



2008, n°s 1257/1258 & 1260



1995, n° 904



2008, n° 1261

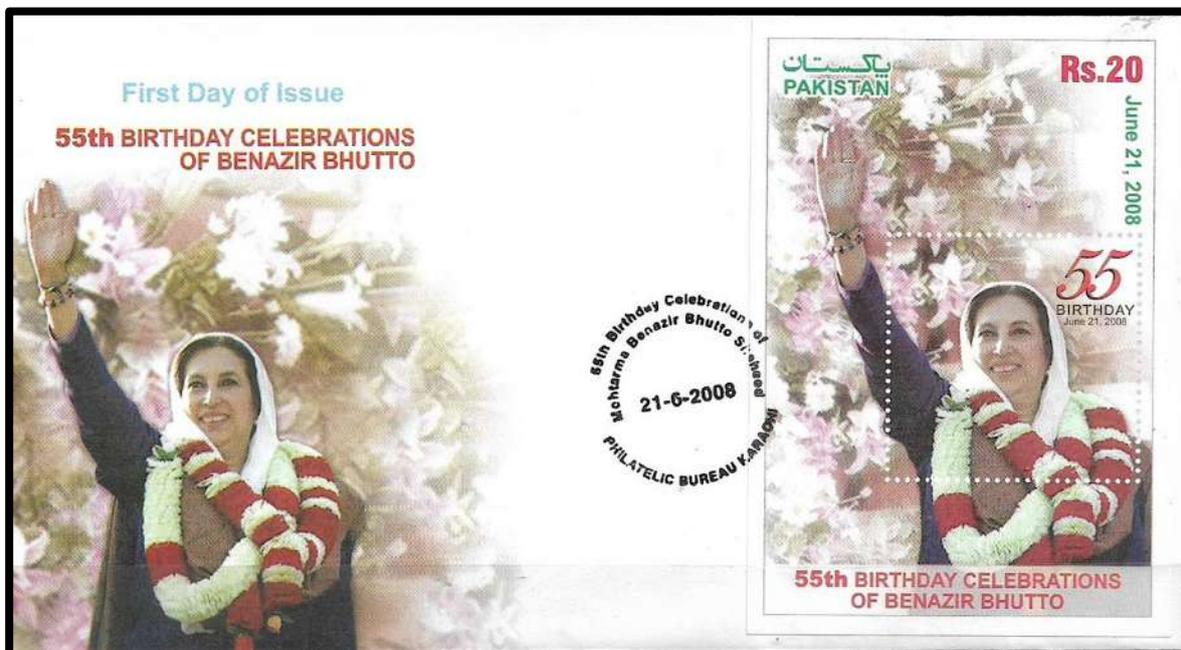
Benazir Bhutto



2015, Mi. n° 1490
Nawaz Sharif

Le 12 octobre 1999, un nouveau coup d’État est perpétré par Pervez Musharraf. Il restera à la tête du Pakistan jusqu’en 2008. Très pragmatique, il combat les mouvements extrémistes islamiques, qui sont très puissants au Pakistan. L’économie se développe, mais une fois de plus, c’est au prix d’une forte restriction des libertés individuelles et sociales.

Benazir Bhutto passe la majeure partie du gouvernement de Musharraf en exil. Elle est autorisée à rentrer au Pakistan en octobre 2007, mais elle est assassinée le 27 décembre 2007. Cet assassinat conduit à la victoire du PPP en 2008, et à la démission de Pervez Musharraf.



2008, FDC avec le bloc 16
Benazir Bhutto (bloc émis peu de temps après son assassinat)

Nawaz Sharif, qui avait été d'abord condamné à mort sous Musharraf, avait vu sa peine commuée et lui aussi est envoyé en exil. Il revient une dernière fois au pouvoir de 2013 à 2017, mais il est destitué et emprisonné en 2017 pour corruption et fraude fiscale.

L'instabilité continue de régner au Pakistan, car les dirigeants successifs (présidents, premiers ministres, ministres) sont presque tous l'objet de poursuites judiciaires pour des scandales financiers. Il doivent toujours tenir compte de la montée des mouvements islamistes et de la puissance de l'armée. La situation reste très tendue au Pakistan.

L'évolution au Bangladesh est fort similaire à celle du Pakistan. Le meurtre de Mujibur Rahman est suivi d'une période de troubles, à laquelle le général Ziaur Rahman met fin en 1976, assumant ensuite la présidence du Bangladesh en 1977.

La restauration de la discipline dans l'armée, le développement de l'économie et une timide évolution vers plus de démocratie sont à son actif, mais son gouvernement est extrêmement dur envers l'opposition, et les condamnations à mort se succèdent sans interruption. Il échappe à de très nombreux attentats, mais il est finalement assassiné le 30 mai 1981.



1991, n°s 340/341
Dixième anniversaire de l'assassinat de Ziaur Rahman

Un de ses successeurs les plus importants est Hossain Mohammad Ershad, qui gouverne le Bangladesh de 1983 à 1990. Il suit la même voie que Ziaur Rahman, et son gouvernement est en fait une dictature militaire à laquelle il donne une petite couche de vernis démocratique. Il organise des élections en 1986, qu'Ershad nomme le "retour à la démocratie", mais elles sont boycottées par une grande partie de l'opposition et entachées de nombreuses fraudes électorales.



1986, n° 263

Le "retour à la démocratie" : le président Ershad devant le parlement

Il est renversé en 1990 par une coalition menée par deux femmes : la bégum Khaleda Zia, veuve de Ziaur Rahman, et Sheikh Hasina, la fille de Mujibur Rahman. Khaleda Zia est premier ministre du Bangladesh de 1991 à 1996 et de 2001 à 2006, et Sheikh Hasina occupe cette même fonction de 1996 à 2001 et de 2009 à 2021. Elle aussi est contrainte de démissionner le 5 août 2024 et vit en exil en Inde.



1991, n° 352



1994, n° 465

Premier et quatrième anniversaire du soulèvement qui a causé la chute d'Ershad



2020, n° 1240



2020, n° 1224
Sheikh Hasina



2021, n° 1267

Mais ici aussi, tout comme au Pakistan, le pouvoir s'obtient souvent par la corruption et la fraude électorale, et de nombreux dirigeants, dont Khaleda Zia, sont condamnés pour des scandales financiers. Tout comme au Pakistan, la situation reste très tendue au Bangladesh, et l'avenir est incertain, surtout avec la montée du fondamentalisme islamique.